



CONSEIL COMMUNAL DU 19 FÉVRIER 2025  
GEMEENTERAAD VAN 19 FEBRUARI 2025

NOTES EXPLICATIVES  
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 18:00  
Opening van de zitting om 18:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

1 **Action sociale - Promouvoir les Cultures à Molenbeek asbl - Renouvellement des mandats - Désignation des représentants de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale du PCM - Législature 2024-2030.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du 1<sup>er</sup> décembre 2024 par laquelle il a été procédé à l'installation du Conseil Communal issu des élections du 13 octobre 2024 ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans certains organismes et intercommunales dont elle fait partie ;

Vu la constitution le 26 avril 2012 de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » - PCM asbl en abrégé, dont le siège social se situe au n°67, Chaussée de Merchtem à 1080 Bruxelles, et dont le n° d'entreprise est 0847.062.297 ;

Vu l'article 5 des statuts de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » indiquant que l'Assemblée générale se compose pour moitié au plus, de représentants des pouvoirs publics, à savoir le Bourgmestre et cinq autres Conseillers communaux ;

Vu le même article des statuts de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » indiquant que les cinq autres Conseillers communaux seront désignés conformément aux dispositions de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques (Pacte culturel) ;

Considérant qu'en vertu de l'article 21 des statuts de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek », parmi ces cinq autres Conseillers communaux, il s'agit d'inclure le Conseiller élu comme Échevin et chargé de la Culture française ou de la Cohésion sociale, appelé à assurer la Vice-Présidence de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » ;

Considérant que les membres sortants sont Mesdames Catherine MOUREAUX, Françoise SCHEPMANS, Laetitia KALIMBIRIRO et Gloria GARCIA-FERNANDEZ et Messieurs Georges VAN LEECKWYCK et Mohamed EL BOUAZZATI ;

Vu l'article 9 des statuts de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » indiquant que la qualité de membre est liée aux conditions ayant présidé à leur désignation ou à leur reconnaissance en cette qualité ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 16 décembre 2024 par laquelle il a procédé à l'élection des Echevins ;

Vu la fixation le 19 décembre 2024 des compétences au sein du Collège échevinal ;

DECIDE :

Article unique :

De désigner en son sein comme nouveaux membres de l'Assemblée générale de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » qui remplaceront les membres sortants :

De droit, par sa qualité de membre du Collège des Bourgmestre et Echevins :

Madame Catherine MOUREAUX, Bourgmestre, appelée à être la Présidente de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » ;

Sur décision du Conseil communal :

1. Monsieur Amet GJANAJ, Échevin de la Culture, appelé à être le Vice-Président de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » ;
2. Membre
3. Membre
4. Membre
5. Membre

---

**Sociale actie - Vzw Promouvoir les Cultures à Molenbeek - Hernieuwing van mandaten - Benoeming van vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering van PCM - Legislatuur 2024-2030.**

---

**2 Secrétariat communal - VIVAQUA scrl - Renouvellement des mandats - Désignation des délégués pour la représentation de la commune de Molenbeek-Saint-Jean aux Assemblées Générales de VIVAQUA - Désignation de candidats administrateurs - Assemblée générale extraordinaire du 26 mars 2025.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du 1er décembre 2024 par laquelle il a été procédé à l'installation du Conseil Communal issu des élections du 13 octobre 2024 et à l'élection des Echevins ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans certains organismes et intercommunales dont elle fait partie ;

Vu l'email de Vivaqua scrl en date du 10 janvier 2025 comprenant la convocation et l'ordre du jour pour l'Assemblée Générale qui se réunira en séance extraordinaire au siège social de Vivaqua le mercredi 26 mars 2025 à 11h00 ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les délégués pour représenter la Commune de Molenbeek-Saint-Jean à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 mars 2025 ainsi qu'aux autres Assemblées Générales de VIVAQUA pour toute la durée de la nouvelle législature communale 2024 - 2030 ;

Considérant que chaque commune associée est représentée à l'Assemblée Générale et que les communes de septante à cent mille habitants seront représentées à raison de 4 délégués ;

Considérant qu'il y a 2 mandats d'administrateurs réservés pour la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que les candidats administrateurs tout comme les représentants des communes associées aux assemblées générales doivent être désignés par le Conseil Communal parmi les Conseillers Communaux, les Bourgmestres ou les Echevins de la commune ;

Considérant que les mandats d'administrateurs sont rémunérés ;

DECIDE :

Article 1 :

De désigner les personnes suivantes, pour toute la durée de la nouvelle législature communale, en qualité de délégués pour la représentation de la commune de Molenbeek-Saint-Jean aux Assemblées Générales de VIVAQUA :

- 
- 
- 
-

Article 2 :

De désigner les personnes suivantes pour toute la durée de la nouvelle législature communale, en qualité d'administrateurs pour la représentation de la commune de Molenbeek-Saint-Jean aux Conseils d'Administration de VIVAQUA :

- 
- 

---

**Gemeentelijk Secretariaat - VIVAQUA cvba - Vernieuwing van de mandaten - Aanduiding van de afgevaardigden voor de vertegenwoordiging van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergaderingen van VIVAQUA - Aanduiding van de kandidaat-bestuurders - Buitengewone Algemene Vergadering op 26 maart 2025.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van 1 december 2024 waarbij werd overgegaan tot de installatie van de nieuwe Gemeenteraad voortgekomen uit de verkiezingen van 13 oktober 2024 en de verkiezing van de Schepenen;

Overwegende dat vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek dienen aangeduid te worden in bepaalde organismen en intercommunales waarvan zij deel uitmaakt;

Gelet op de email van Vivaqua cvba op datum van 10 januari 2025 omvattende de oproeping en de dagorder van de Algemene Vergadering die zal bijeenkomen in buitengewone zitting op woensdag 26 maart 2025 om 11u00 ;

Overwegende dat de vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek dienen aangesteld te worden voor de buitengewone Algemene Vergadering van 26 maart 2025 alsook voor al de andere zittingen van de Algemene Vergadering van VIVAQUA voor de volledige duur van de gemeentelijke legislatuur 2024 - 2030 ;

Gelet op het feit dat elke gemeente-vennoot vertegenwoordigt is in de Algemene Vergadering en dat de gemeentes met tussen zeventig- en honderdduizend inwoners beschikken over 4 afgevaardigden;

Gelet op het feit dat 2 bestuurdersmandaten toekomen aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat net zoals de vertegenwoordigers van de gemeenten-vennoten op de zittingen van de Algemene Vergadering, dienen aangeduid te worden door de Gemeenteraad en dienen gekozen te worden uit de Gemeenteraadsleden, de Burgemeesters of de Schepenen van de gemeente;

Overwegende dat de bestuurdersmandaten bezoldigd zijn;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De volgende personen aan te stellen, voor de volledige duur van de gemeentelijke legislatuur, in de hoedanigheid van afgevaardigden voor de vertegenwoordiging van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in alle Algemene Vergaderingen van VIVAQUA :

- 
- 
- 
- 

Artikel 2 :

De volgende personen aan te stellen, voor de volledige duur van de gemeentelijke legislatuur, in de hoedanigheid van bestuurder voor de vertegenwoordiging van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de

- 
- 

*1 annexe / 1 bijlage*  
*Vivaqua.pdf*

---

### 3 **Secrétariat communal - BRULABO s.c.r.l. - Renouvellement des mandats.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du 1 décembre 2024 par laquelle il a été procédé à l'installation du Conseil Communal issu des élections du 13 octobre 2024 et à l'élection des Echevins ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans certains organismes et intercommunales dont elle fait partie ;

Vu la lettre du 10 janvier 2025 dans laquelle Brulabo s.c.r.l. demande de désigner le délégué de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean aux Assemblées Générales et de spécifier si le délégué est candidat pour un poste d'administrateur et s'il se porte candidat au poste de Président ;

Considérant que les représentants des communes associées à l'assemblée générale sont désignés par le Conseil Communal de chaque commune parmi les Conseillers, le Bourgmestre et les Echevins de la commune ;

Considérant que le jeton de présence est fixé à 99,73 €(indexé chaque année, valeur 2024) ;

DECIDE :

Article unique :

De désigner ..... , Conseiller Communal en qualité de délégué à l'Assemblée Générale et de présenter ..... comme candidat au poste d'administrateur et au poste de président au Conseil d'Administration de Brulabo s.c.r.l. sise à 1000 Bruxelles, avenue de Maelbeek 3.

---

### **Gemeentelijk Secretariaat - BRULABO c.v.b.a. - Vernieuwing van de mandaten.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van 5 december 2018 waarbij werd overgegaan tot de installatie van de nieuwe Gemeenteraad voortgekomen uit de verkiezingen van 14 oktober 2018 en de verkiezing van de Schepenen;

Overwegende dat vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek dienen aangeduid te worden in bepaalde organismen en intercommunales waarvan zij deel uitmaakt;

Gelet op de brief van 17 januari 2019 waarin Brulabo c.v.b.a. vraagt om de afgevaardigde van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek aan te duiden voor de Algemene Vergaderingen en te specificeren of de afgevaardigde kandidaat is voor de post van beheerder en zich ook kandidaat stelt voor de post van Voorzitter ;

Gezien het artikel 66 & 1 van de ordonnantie met betrekking tot de specifieke modaliteiten voor het gemeentelijk beheer en de intergemeentelijke samenwerking van 5 juli 2018 dat specificeert: "De vertegenwoordigers van de gemeenten-vennoten in de Algemene Vergadering zijn aangeduid door de Gemeenteraad van elke gemeente uit de Gemeenteraadsleden, de Burgemeester en de Schepenen van de gemeente";

Overwegende dat het bestuurdersmandaat bezoldigd is;

BESLUIT :

Enig artikel :

Mevrouw Danielle EVRAUD, Gemeenteraadslid aan te stellen als afgevaardigde voor de Algemene Vergadering en Mevrouw Danielle EVRAUD voor te stellen als kandidate voor de post van beheerder en voor de post van voorzitter bij de Raad van Bestuur van Brulabo c.v.b.a.gevestigd te 1000 Brussel, Maalbeeklaan 3.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Brulabo.pdf*

---

4 **Secrétariat communal - Agence Locale pour l'Emploi de Molenbeek-Saint-Jean asbl - Renouvellement des mandats - Désignation des représentants de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale de l'ALE - Législature 2024-2030.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du 1er décembre 2024 par laquelle il a été procédé à l'installation du Conseil Communal issu des élections du 13 octobre 2024 et à l'élection des Echevins ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans certains organismes et intercommunales dont elle fait partie ;

Vu la lettre de l'ALE asbl en date du 29 janvier 2025 ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale de l'ALE asbl, sise rue du Comte de Flandre 13 à 1080 Bruxelles pour la nouvelle législature communale 2024 - 2030 ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner 6 représentants en tenant compte de la proportionnalité entre la majorité et la minorité au sein du nouveau Conseil communal ;

Considérant que cette désignation doit faire l'objet d'une délibération et d'un vote individuel du Conseil ;

Considérant que ces représentants ne doivent pas nécessairement faire partie du conseil communal ;

Considérant qu'un appel aux candidatures a été envoyé par email à tous les conseillers communaux le 11/02/2025 ;

DECIDE :

Article unique :

De désigner les 6 personnes suivantes pour représenter la commune de Molenbeek-Saint-Jean à l'Assemblée Générale de l'ASBL Agence Locale pour l'Emploi de Molenbeek-Saint-Jean, selon le système à la proportionnelle:

Pour la majorité :

- 
- 
- 
- 

Pour l'opposition :

- -
-

**Gemeentelijk secretariaat - Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap van Sint-Jans-Molenbeek vzw - Vernieuwing van de mandaten - Aanstelling van de vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering van de PWA - Legislatuur 2024-2030.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van 1 december 2024 waarbij werd overgegaan tot de installatie van de nieuwe Gemeenteraad voortgekomen uit de verkiezingen van 13 oktober 2024 en de verkiezing van de Schepenen;

Overwegende dat vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek dienen aangeduid te worden in bepaalde organismen en intercommunales waarvan zij deel uitmaakt;

Gelet op de brief van het PWA vzw op datum van 29 januari 2025;

Overwegende dat de vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek dienen aangesteld te worden voor de Algemene Vergadering van het PWA vzw, gevestigd in de Graaf Van Vlaanderenstraat 13 te 1080 Brussel voor de nieuwe gemeentelijke legislatuur 2024 - 2030 ;

Overwegende dat 6 vertegenwoordigers dienen aangesteld te worden en dat dient te gebeuren volgens de evenredigheid tussen de meerderheid en de minderheid in de nieuwe gemeenteraad;

Overwegende dat deze aanstelling het voorwerp moet uitmaken van een beraadslaging en een individuele stemming;

Overwegende dat de vertegenwoordigers niet noodzakelijk moeten deel uitmaken van de gemeenteraad;

Overwegende dat er op 11/02/2025 per e-mail een oproep tot het indienen van aanvragen naar alle gemeenteraadsleden werd gestuurd;

BESLUIT :

Enig artikel :

De volgende 6 personen aan te stellen als vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering van de vzw het Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap van Sint-Jans-Molenbeek, volgens het evenredigheidsstelsel:

Voor de meerderheid:

- 
- 
- 
- 

Voor de oppositie :

- 
- 

*1 annexe / 1 bijlage  
ALE.pdf*

---

**5 Secrétariat communal - Désignation de deux représentants effectifs et d'un remplaçant à l'AG de CREAT.**

---

**Gemeentesecretariaat - Aanstelling van twee vertegenwoordigers en één plaatsvervanger voor de Algemene vergadering van CREAT.**

**6 Enseignement francophone - Enseignement communal de Promotion sociale - Institut Machtens - Convention entre l'Administration communale et l'asbl Service Emploi de Koekelberg pour l'occupation gratuite d'un local de cours à l'Institut Machtens en 2025 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel qu'il a été modifié ;

Considérant que l'article 114 du décret précité autorise les pouvoirs organisateurs d'établissements de promotion sociale à conclure des conventions avec des associations pour réaliser les finalités déterminées à l'article 7 dudit décret :

Concourir à l'épanouissement individuel en promouvant une meilleure insertion professionnelle, sociale, culturelle et scolaire ;

Répondre aux besoins et demandes en formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturelles ;

Vu le règlement communal d'occupation des salles et des locaux appartenant à la commune de Molenbeek-Saint-Jean, adopté par le Conseil communal du 23 septembre 2015 et publié par voie d'affichage le 27 octobre 2015 ;

Considérant la demande de l'asbl Service Emploi de Koekelberg, en date du 16 janvier 2025, sollicitant la mise à disposition à titre gratuit d'un local situé au 1<sup>er</sup> étage à l'Institut Machtens, enseignement communal de Promotion sociale (rue Tazieaux, 25), repris comme bâtiment communal ;

Considérant que l'asbl Service Emploi de Koekelberg donnera priorité aux demandeurs d'emploi Molenbeekois et l'offre gratuite de divers services techniques, ci-annexés dans la convention de mise à disposition des locaux ;

Considérant que ces cours seront donnés par la section CFITECH, Centre de formation OISP de l'asbl Service Emploi de Koekelberg ;

Considérant que ces modules seront destinés à des demandeurs d'emploi de la Région bruxelloise comprenant :

- html5 css3, Bootstrap ;
- JavaScript, typescript, react, angular ;
- PHP MySQL Symfony, Java;
- Gestion et planification des projets ;
- Formation qualifiante et certifiante nommée « WEB-Développeur » conventionnée par Bruxelles formation et financée par ACTIRIS, COCOF et FSE ;

Considérant que ce projet s'inscrit dans une politique de formations qualifiantes dans le cadre des organismes d'insertion socio-professionnelles bruxellois. L'objectif de l'ASBL étant de former les demandeurs d'emploi dans les métiers de l'informatiques afin de maximiser leur mise à l'emploi dans un secteur porteur;

L'accès aisé de l'endroit en raison de sa localisation explique le succès grandissant des modules informatiques auprès des Molenbeekois et des habitants des communes limitrophes ;

Considérant que ces cours seront donnés du 10 mars 2025 au 31 décembre 2025, du lundi au vendredi de 8h30 à 16h00 ou de 9h00 à 16h30 (selon disponibilités) ;

Considérant que ces occupations auront toujours lieu en dehors des heures de l'Institut Machtens (18h00 à 21h30) et uniquement durant les jours d'ouverture (hors vacances scolaires) ;

Considérant que ce projet profitera à la commune de Molenbeek-Saint-Jean et se veut intégrateur et positif ;

Considérant l'accord de principe de Madame Stéphanie PITZ, Directrice de l'Institut Machtens, enseignement communal de Promotion sociale à Molenbeek-Saint-Jean ;

DECIDE :

Article unique :

d'approuver la mise à disposition à titre gratuit, du 10 mars 2025 au 31 décembre 2025, d'un local (1<sup>er</sup> étage) de l'Institut Machtens, enseignement communal de Promotion sociale, situé rue Tazieaux, 25 à 1080 Bruxelles au profit de l'asbl Service Emploi de Koekelberg, en échange de la gratuité à tous les cours pour les Molenbeekois et de la gratuité de divers services techniques, formalisée dans la convention ci-annexée établie entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, pouvoir organisateur de l'Institut Machtens et l'asbl Service Emploi de Koekelberg.

---

**Franstalig onderwijs - Gemeentelijk onderwijs voor sociale promotie - Machtens Instituut - Overeenkomst tussen het gemeentebestuur en de vzw Koekelberg Arbeidsbemiddeling voor de vrije ingebruikneming van cursuslokaal aan het Machtens Instituut in 2025 - Goedkeuring.**

*1 annexe / 1 bijlage*

*Convention CFITECH 2025.pdf*

---

## 7 **Prévention - Placement de quatre caméras fixes temporaires - Régularisation.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 25/4 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police ;

Vu la demande de la zone de police Bruxelles-Ouest d.d. 24.12.2024 de pouvoir placer 4 caméras fixes temporaires pour la période du 27/12/2024 au 3/01/2025;

Considérant que ces caméras ont été placées aux emplacements suivants :

- boulevard E. Machtens (Beekant) ;
- rue Fernand Brunfaut ;
- carrefour formé par la rue Picard et la rue de l'Escaut ;
- avenue du Sippelberg ;

Considérant que ces lieux sont dépourvus de caméras fixes ou nécessitent l'ajout de caméras complémentaires et ce vu les nécessités spécifiques du dispositif autour du Nouvel An qui visent à faciliter la gestion de la foule et d'incidents éventuels dans un contexte d'ordre public ;

Considérant par ailleurs que sur le plan de la gestion des données à caractère personnel, la demande de la zone de police du 24 décembre 2024 a tenu compte d'une analyse d'impact et de risques au niveau opérationnel, notamment quant aux catégories de données à caractère personnel traitées (qui seront uniquement à disposition de la zone de police), à la proportionnalité des moyens mis en œuvre, aux objectifs opérationnels à atteindre et à la durée de conservation des données nécessaire pour atteindre ces objectifs ;

Considérant qu'un service de police peut installer et utiliser des caméras sur le territoire qui ressort de sa compétence, après autorisation préalable de principe du conseil communal, lorsqu'il s'agit d'une zone de police ;

Considérant qu'en cas d'urgence motivée, où l'autorisation visée au précédent paragraphe n'a pas encore été obtenue, soit le chef de corps soit le directeur coordonnateur administratif ou le directeur du service demandeur, selon le cas, demande oralement l'autorisation à l'autorité compétente pour y avoir recours dans le cadre de la mission spécifique justifiant l'urgence ; que cette autorisation orale est par la suite confirmée par écrit par l'autorité compétente dans les plus brefs délais ; qu'en ce qui concerne les zones de police, l'autorité compétente peut être représentée par le bourgmestre concerné pour donner l'autorisation orale dans le cas d'urgence ;

Considérant que la bourgmestre a donné son autorisation écrite le 31.12.2024 ; qu'il y a lieu de la confirmer par l'autorité compétente, ici le Conseil communal, conformément à l'article 25/4 §4 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police ;

DECIDE :

Article unique :

De confirmer l'autorisation délivrée dans l'urgence le 31.12.2024 à la zone de police Bruxelles-

Ouest par la Bourgmestre, pour le placement de quatre caméras fixes temporaires durant la période du 27/12/2024 au 3/01/2025 ;

---

## **Preventie - Installatie van vier tijdelijke vaste camera's - Regularisatie.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 25/4 van de wet van 5 augustus 1992 betreffende de politie;

Gezien het verzoek van de politiezone Brussel-West d.d. 24.12.2024 om 4 tijdelijke vaste camera's te mogen plaatsen voor de periode van 27/12/2024 tot 3/01/2025; Overwegende dat deze camera's geplaatst zijn op volgende locaties:

- E. Machtenslaan (Beekkant) ;
- Fernand Brunfautstraat ;
- kruispunt gevormd door de Picardstraat en de Scheldestraat;
- de Sippelberglaan;

Overwegende dat deze locaties niet over vaste camera's beschikken of extra camera's nodig hebben, gezien de specifieke vereisten van het oudejaarssysteem, die bedoeld zijn om het beheer van mensenmassa's en eventuele incidenten in verband met de openbare orde te vergemakkelijken;

Overwegende voorts dat, wat het beheer van persoonsgegevens betreft, in het verzoek van de politiezone van 24 december 2024 rekening is gehouden met een impact- en risicoanalyse op operationeel niveau, met name met betrekking tot de categorieën van verwerkte persoonsgegevens (waarover alleen de politiezone zal kunnen beschikken), de evenredigheid van de ingezette middelen, de te bereiken operationele doelstellingen en de periode van gegevensbewaring die nodig is om deze doelstellingen te bereiken;

Overwegende dat een politiedienst camera's mag installeren en gebruiken in het gebied dat onder zijn bevoegdheid valt, na voorafgaande principiële toestemming van de gemeenteraad, wanneer het een politiezone betreft;

Overwegende dat in geval van een met redenen omklede noodsituatie, wanneer de in de vorige alinea bedoelde toestemming nog niet is verkregen, hetzij de korpscommandant, hetzij de administratief coördinerend directeur, hetzij de directeur van de verzoekende dienst, naar gelang van het geval, mondeling toestemming vraagt aan de bevoegde autoriteit om er gebruik van te maken in het kader van de specifieke opdracht die de noodsituatie rechtvaardigt ; dat deze mondelinge toestemming vervolgens zo spoedig mogelijk schriftelijk wordt bevestigd door de bevoegde autoriteit; dat in het geval van politiezones de bevoegde autoriteit zich kan laten vertegenwoordigen door de bevoegde burgemeester om mondeling toestemming te verlenen in geval van nood;

Overwegende dat de burgemeester haar schriftelijke toelating heeft gegeven op 31.12.2024; dat deze moet worden bevestigd door de bevoegde overheid, in casu de Gemeenteraad, overeenkomstig artikel 25/4 §4 van de wet van 5 augustus 1992 betreffende de politietaak;

BESLUIT:

Enig artikel:

De machtiging te bekrachtigen die op 31.12.2024 dringend werd afgeleverd aan de politiezone Brussel-West door de burgemeester, voor de installatie van vier tijdelijke vaste camera's gedurende de periode van 27/12/2024 tot 3/01/2025;

---

## **8 Prévention - Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2025 - Prolongation.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil des ministres du 5 juillet 2024 de prolonger le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention d'une année et ce, jusqu'au 31 décembre 2025 (AR du 17 juillet 2024) ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2024 qui précise les modalités pratiques (qui incluent les modifications du plan) de la prolongation d'une année du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention ;

Considérant que sous peine d'irrecevabilité, les communes doivent présenter leur plan pour l'année 2025 le 31 mars 2025 au plus tard;

Considérant que les communes sont tenues d'utiliser le modèle de plan en version Excel fourni par l'administration ;

Considérant que le dossier contient la décision du Conseil Communal approuvant le projet soumis ;

Considérant que si le conseil communal n'est pas en mesure de donner son approbation à la date limite du 31 mars 2025, une décision du Collège des Bourgmestre et Echevins « sous réserve d'approbation par le Conseil Communal » peut être rendue par anticipation. La notification du Conseil Communal doit ensuite être transmise à l'administration dans les meilleurs délais ;

Considérant que pour la commune de Molenbeek-Saint-Jean, il y a lieu de confirmer que les plans 2025 seront prolongés mais que le nom du Secrétaire faisant fonction doit être modifié par rapport à l'édition précédente;

Considérant qu'il y a lieu de mentionner Mme Vandeput Nathalie comme Secrétaire faisant fonction ;

Considérant que le dossier doit être envoyé par voie électronique uniquement, par mail à [sliv@ibz.be](mailto:sliv@ibz.be);

DECIDE :

Article 1<sup>er</sup> :

D'approuver la prolongation du PSSP actuel pour l'année 2025 selon le formulaire annexé à la présente délibération mais que le nom du Secrétaire faisant fonction doit être modifié et qu'il y a lieu de mentionner Mme Vandeput Nathalie pour ladite fonction;

Article 2 :

De transmettre par voie électronique le dossier accompagné de la décision du Conseil Communal pour le 31 mars au plus tard ;

---

### **Preventie - Strategische Veiligheids- en Preventieplan 2025 - Verlenging.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 5 juli 2024 om het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan met één jaar te verlengen tot 31 december 2025 (Koninklijk Besluit van 17 juli 2024);

Gelet op het Ministerieel Besluit van 20 december 2024, dat de modaliteiten (met inbegrip van de planwijzigingen) voor de verlenging met één jaar van het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan bepaalt;

Overwegende dat de gemeenten, op straffe van onontvankelijkheid, hun plan voor 2025 ten laatste op 31 maart 2025 moeten indienen;

Overwegende dat de gemeenten verplicht zijn de Excel-versie van het modelplan te gebruiken dat door de administratie ter beschikking wordt gesteld;

Overwegende dat het dossier de beslissing van de Gemeenteraad bevat die het ingediende project goedkeurt;

Overwegende dat, als de Gemeenteraad zijn goedkeuring niet kan geven voor de deadline van 31 maart 2025, een beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen "onder voorbehoud van goedkeuring door de Gemeenteraad" vervroegd kan worden gegeven. Overwegende dat voor de gemeente Sint-Jans-Molenbeek bevestigd moet worden dat de plannen voor 2025 verlengd worden, maar dat de naam van de waarnemend secretaris gewijzigd moet worden ten opzichte van de vorige editie;

Overwegende dat mevrouw Vandeput Nathalie moet worden vermeld als waarnemend secretaris;

Overwegende dat het dossier uitsluitend elektronisch moet worden verzonden, per e-mail naar [sliv@ibz.be](mailto:sliv@ibz.be);

BESLUIT:

Artikel 1:

Om de verlenging van het huidige SVPP voor het jaar 2025 goed te keuren volgens het aan deze beraadslaging gehechte formulier, met dien verstande dat de naam van de waarnemend secretaris voor genoemde functie wordt veranderd in mevrouw Vandeput Nathalie;

Artikel 2:

Om het dossier met het besluit van de gemeenteraad uiterlijk op 31 maart langs elektronische weg toe te zenden;

*2 annexes / 2 bijlagen*

*MSJ Proposition PSSP 2025\_NL.xlsx, MSJ Proposition PSSP 2025\_FR.xlsx*

---

9 **Cellule Habitat - Protocole de Collaboration entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, le Centre public d'Action sociale et la Zone de Police de Bruxelles-Ouest, dans le cadre de la lutte contre les marchands de sommeil et les logements insalubres - Bilan 2023.**

LE CONSEIL,

Vu le Protocole de Collaboration entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, le Centre public d'Action sociale et la Zone de Police de Bruxelles-Ouest, dans le cadre de la lutte contre les marchands de sommeil et les logements insalubres, signé en juin 2013, et notamment son article 6, relatif à son évaluation annuelle;

Considérant que la Cellule Habitat est chargée au sein de l'Administration communale de la coordination du dispositif ;

Considérant qu'il est proposé au Conseil Communal de prendre acte du bilan 2023 dudit Protocole (comprenant le bilan du CPAS et FRAUDES en annexe), s'agissant d'un volet d'action important pour notre Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins en date du 28.11.2024;

DÉCIDE

Article unique

De prendre acte du bilan 2023 et de ses annexes du Protocole de Collaboration entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, le Centre public d'Action sociale et la Zone de Police de Bruxelles-Ouest, dans le cadre de la lutte contre les marchands de sommeil et les logements insalubres.

---

**HabitatCel - Samenwerkingsprotocol tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn en de Politiezone Brussel-West, in het kader van de strijd tegen de huisjesmelkers en de ongezonde woningen - Balans 2023.**

DE RAAD,

Beleidend op het Samenwerkingsprotocol tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn en de Politiezone Brussel-West, in het kader van de strijd tegen de huisjesmelkers en de ongezonde woningen, ondertekend in juni 2013, en vooral artikel 6, betreffende de jaarlijkse evaluatie daarvan;

Overwegende dat de HabitatCel, binnen het Gemeentebestuur, bevoegd is voor de coördinatie van deze aanpak;

Overwegende dat op de Gemeenteraad werd voorgesteld om akte te nemen van de balans 2023 van het genoemde Protocol (omvattende de balans van het OCMW en FRAUDES in bijlage), die een belangrijke luik aan actie betreft voor onze Gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 28.11.2024;

ESLIST

Enig artikel

Akte te nemen van de balans 2023 en bijlagen van het Samenwerkingsprotocol tussen de Gemeente

int-Jans-Molenbeek, het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn en de Politiezone russel-West, in het kader van de strijd tegen de huisjesmelkers en de ongezonde woningen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*PMSI Bilan annuel 2023.pdf, Annexe 2 - Bilan Protocole Cellule Logement CPAS de Molenbeek-Saint-Jean 2023.pdf, Annexe 1 - Bilan Protocole FRAUDES 2023.pdf*

---

10 **Petite enfance - Crèche « Reine Fabiola » - Prolongation de collaboration artistique, approbation de la convention.**

LE CONSEIL,

Considérant l'ordre de service 393 envoyé le 27.10.23, rappelant que les conventions soumises à la signature doivent être accompagnées de la délibération du Conseil Communal les approuvant ;

Considérant qu'une prolongation de la convention est souhaitée par les artistes de la compagnie et par l'équipe de direction de la crèche « Reine Fabiola » ;

Considérant qu'une convention doit être établie entre la compagnie « sQueezz » et la crèche « Reine Fabiola » représentée par l'Administration Communale de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant l'avis du service juridique de l'Administration Communale de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant l'avis de l'ONE ;

Considérant l'arrêté du gouvernement de la communauté française fixant le code de qualité de l'accueil Art. 2 : « Afin de réunir pour chaque enfant les conditions d'accueil les plus propices à son développement intégré sur les plans physique, psychologique, cognitif, affectif et social, le milieu d'accueil préserve et encourage le désir de découvrir de l'enfant en organisant des espaces de vie adaptés à ses besoins, en mettant à sa disposition du matériel et lui donnant accès à des activités, le cas échéant, diversifiées. » ;

Considérant que les ateliers organisés par la compagnie « sQueezz » sont adaptés aux enfants de 0 à 3 ans et qu'ils se dérouleront dans le milieu d'accueil ;

Considérant que les informations pratiques, tarifaires et d'annulation sont définies dans la convention ;

Considérant que le coût à charge de la Commune sera de 00,00 EUR TTC ;

DÉCIDE :

Article unique :

D'approuver la prolongation de la convention de collaboration ci-annexée.

---

**Kinderopvang - Kinderdagverblijf « Reine Fabiola » - Verlenging van artistieke samenwerking, goedkeuring van de overeenkomst.**

DE RAAD,

Gelet op dienstorder 393 verzonden op 27.10. 23, waarin eraan wordt herinnerd dat de overeenkomsten die ter ondertekening worden voorgelegd, vergezeld moeten gaan van de beraadslaging van de Gemeenteraad die ze goedkeurt ;

Overwegende dat een verlenging van de overeenkomst wordt gewenst door de artiesten van de vennootschap en door de directie van het kinderdagverblijf « Reine Fabiola » ;

Overwegende dat er een overeenkomst moet worden opgesteld tussen de vennootschap « sQueezz » en het kinderdagverblijf « Reine Fabiola », vertegenwoordigd door de Gemeenteraad van Sint-Jans-Molenbeek ;

Gezien het advies van de juridische dienst van de Gemeenteraad van Sint-Jans-Molenbeek ;

Gezien het advies van de ONE ;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse gemeenschap tot vaststelling van de kwaliteitscode voor kinderopvang, Art. 2: « Teneinde elk kind de omstandigheden voor kinderopvang te bieden die het meest bevorderlijk zijn voor zijn geïntegreerde fysieke, psychologische, cognitieve, emotionele en sociale ontwikkeling, moet de omgeving van de kinderopvang de ontdekkingsdrang van het kind in stand houden en aanmoedigen door leefruimten te organiseren die aangepast zijn aan zijn behoeften, door materiaal ter beschikking te stellen van het kind en door hem toegang te geven tot gediversifieerde activiteiten, indien nodig » ;

Overwegende dat de workshops georganiseerd door het bedrijf « sQueezz » geschikt zijn voor kinderen van 0 tot 3 jaar en dat deze zullen plaatsvinden in de kinderopvangomgeving ;

Overwegende dat de praktische informatie, de informatie over de prijzen en annuleringsvoorwaarden zijn gedefinieerd in de overeenkomst ;

Overwegende dat de kosten ten laste van de gemeente EUR 00,00 inclusief belastingen zullen bedragen ;

**BESLUIT :**

Enig artikel :

De verlenging van de samenwerkingsovereenkomst in bijlage goed te keuren.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Convention de collaboration CRF & Cie sQueezz - Prolongation.pdf*

---

**11 Marchés Publics - Marché public de services à bordereau de prix relatif à « 01 Alarme - Intrusion - Incendie des bâtiments communaux année 2025 » - Procédure négociée directe avec publication préalable - Approbation des conditions et du mode de passation.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 1° (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 221.000,00 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il convient de prévoir l'entretien et les interventions en cas de panne des systèmes de détection Intrusion et Incendie des bâtiments communaux afin de garantir le fonctionnement correct des installations conformément aux normes en vigueur ;

Considérant le cahier des charges N° MP/2025/029 relatif au marché "ALARME\_INTRUSION\_INCENDIE DES BÂTIMENTS COMMUNAUX ANNÉE 2025" établi par le Service Marchés Publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 160.020,00 EUR HTVA ou 193.624,20 EUR, 21% TVAC ;

Considérant que le marché sera conclu pour une période d'un an ;

Considérant que le présent marché (à bordereau de prix) sera lancé via une procédure négociée directe avec publication préalable, conformément à l'article 36, §1er de la loi du 17 juin 2016 et conformément à l'article 11, 3° de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs Classiques ;

;

Considérant qu'il est proposé de prendre connaissance des documents du marché, à savoir du cahier des charges administratif, technique, et de ses annexes établies par le Service des Marchés Publics en collaboration avec le service des propriétés communales ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2025, des articles suivants :

7220/125/06,8440/125/06,1040/125/06,1370/125/06,7610/125/06,8780/125/06,8710/125/06,9220/125/06,4210/125/06,7630/125/06,7350/125/06,8420/125/06,7640/125/06,7620/125/06,7624/125/06,7670/125/06,7660/125/06,9301/125/06, 7340/125/06 ;

DECIDE :

Article 1er

De lancer le marché public de services relatif à "ALARME\_INTRUSION\_INCENDIE DES BÂTIMENTS COMMUNAUX ANNÉE 2025" pour une période d'un an via la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 2

D'approuver le cahier des charges N° MP/2025/029, ainsi que ses annexes établis par le Service Marchés Publics pour le marché public de services relatif à "ALARME\_INTRUSION\_INCENDIE DES BÂTIMENTS COMMUNAUX ANNÉE 2025", pour une période d'un an ;

Article 3

D'approuver la dépense globale pour ce marché estimé à 160.020,00 EUR HTVA, soit 193.624,20 EUR TVAC. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Article 4

d'approuver et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

---

**Openbare diensten - Overheidsopdracht voor dienstverlening met prijslijst voor "01 Alarme - Intrusion - Incendie des bâtiments communaux année 2025" - Rechtstreekse onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de gunningsvoorwaarden en gunningsmethode.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 1° (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 221.000,00 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "ALARME\_INTRUSION\_INCENDIE DES BÂTIMENTS COMMUNAUX ANNÉE 2025" een bestek met nr. MP/2025/029 werd opgesteld door de Dienst Overheidsopdrachten;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 160.020,00 EUR excl. btw of 193.624,20 EUR incl. 21% btw;

Overwegende dat het contract zal worden gesloten voor een periode van één jaar;

Overwegende dat dit contract (met prijslijst) zal worden gelanceerd via een onderhandse procedure met voorafgaande bekendmaking, in overeenstemming met artikel 36, §1 van de wet van 17 juni 2016 en in overeenstemming met artikel 11, 3° van het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende dat wordt voorgesteld om kennis te nemen van de aanbestedingsdocumenten, namelijk het

administratieve, technische bestek en zijn bijlagen opgesteld door de dienst Overheidsopdrachten in samenwerking met de gemeentelijke eigendommen;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgaven zijn opgenomen in de gewone begroting voor het begrotingsjaar 2025, onder de volgende artikelen 7220/125/06, 8440/125/06, 1040/125/06, 1370/125/06, 7610/125/06, 8780/125/06, 8710/125/06, 9220/125/06, 4210/125/06, 7630/125/06, 7350/125/06, 8420/125/06, 7640/125/06, 7620/125/06, 7624/125/06, 7670/125/06, 7660/125/06, 9301/125/06, 7340/125/06 ;

Beslist:

Artikel 1

Het overheidsopdracht met betrekking tot “BRANDINTRUSIE\_ALARMSYSTEMEN VOOR GEBOUWEN IN DE GEMEENSCHAP JAAR 2025” te lanceren voor een periode van één jaar via de onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Artikel 2

Het bestek nr. MP/2025/029 en de bijlagen daarbij, opgesteld door de dienst Overheidsopdrachten, voor de overheidsopdracht voor dienstverlening met betrekking tot “BRANDINTRUSIE\_ALARMING IN GEMEENTEBOUWEN JAAR 2025”, voor een periode van één jaar goed te keuren;

Artikel 3

De totale uitgaven voor deze opdracht die geraamd worden op 160 020,00 euro excl. btw, d.w.z. 193 624,20 euro incl. btw. goed te keuren;

Artikel 4

het standaard publicatieformulier wordt goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.

*6 annexes / 6 bijlagen*

*BESTEK\_Administratief\_2025.pdf, BESTEK\_Technisk\_2025.pdf, CCH - Technique.pdf, Inventaire\_2025.pdf, Geschat\_2025.pdf, CCH - Administratif..pdf*

---

## 12 Recette communale - Vérification de l'encaisse communale du 01.01.2024 au 31.12.2024.

LE CONSEIL,

Prend connaissance du procès-verbal de vérification de l'encaisse communale du 01.01.2024 au 31.12.2024 ;

Considérant que la situation de l'encaisse communale au 31.12.2024 a été vérifiée par Monsieur l'Echevin des Finances délégué ;

Considérant que le solde débiteur à justifier par le Receveur communal s'élève à 8.991.357,06 EUR tel qu'il est repris dans la situation de trésorerie détaillée ci-annexée ;

Considérant que ce solde inclut un crédit à terme fixe de 32.000.000 EUR auprès de BRINFIN ;

Considérant que l'encaisse correspondant exactement aux montants à justifier ;

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 81 du nouveau Règlement sur la comptabilité communale ;

**Prend connaissance** du procès-verbal de la vérification de l'encaisse communale du 01.01.2024 au 31.12.2024 conformément aux dispositions de l'article 131 de la nouvelle loi communale.

---

## **Gemeenteontvangst - Controle van het gemeentekasgeld van 01.01.2024 tot 31.12.2024.**

DE RAAD,

Neemt kennis van het proces-verbaal van de controle van de gemeentekas van 01.01.2024 tot 30.09.2024;

Overwegende dat het kasgeld tot en met 11.02.2025 werd gecontroleerd door De heer afgevaardigde Schepen van Financiën;

Overwegende dat het debet saldo te verklaren door de Gemeenteontvanger 8.991.357,06 EUR bedraagt zoals dit in bijlage werd gerechtvaardigd in de toestand van de thesaurie;

Overwegende dat het resultaat lening op vaste termijn bevat van 32.000.000 EUR bij BRINFIN;

Overwegende de gemeentekas komt exact overeen met de te rechtvaardigen bedragen;

Gelet op artikel 131 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 81 van het nieuw reglement op de gemeentelijke boekhouding;

**Neemt kennis** van het proces-verbaal van de controle van het gemeentekasgeld van 01.01.2024 tot 31.12.2024 overeenkomstig de bepalingen van artikel 131 van de nieuwe gemeentewet.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*SKM\_750i19012713390.pdf, SKM\_750i19012713380.pdf*

---

### **13 Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat Ecole La Rose des Vents - Visites de chantier - Appel.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2023 accordant un subside à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean d'un montant de 1.250.000€ dans le cadre du programme de rénovation urbaine "Contrat École La Rose des Vents" - Budget 2023;

Vu le courrier du 15 décembre 2023 de perspective.brussels notifiant l'arrêté de subvention dans le cadre du Contrat École La Rose des Vents;

Considérant que ce programme prévoit les projets suivants qui sont portés par la Commune: Une nouvelle entrée pour les écoles, Une entrée pour le jardin, Apaisement de la rue de Courtrai, Dépollution du terrain vague, Aménagement d'un jardin en cœur d'îlot, Activation du jardin en cœur d'îlot, Murs habillés, Visibilisation des associations du quartier, Visites de chantier et le Coordinateur école quartier;

Considérant que le programme du contrat école prévoit l'action 3.2 "Visites de chantier" pour laquelle la Commune doit lancer un appel;

Considérant que le Département Infrastructures et Développement Urbain a élaboré un règlement et un formulaire de candidature pour cette action;

Considérant que le règlement pour l'appel à projets est repris en annexe;  
Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le règlement pour l'action 3.2 "Visites de chantier" dans le cadre du Contrat Ecole La Rose des Vents.

---

**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Schoolcontract La Rose des Vents - Werfbezoeken - Oproep.**

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een subsidie van 1.250.000€ aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het programma voor stadsvernieuwing "Schoolcontract La Rose des Vents" - Begroting 2023;

Gelet op de brief van 15 december 2023 van perspective.brussels ter kennisgeving van het subsidiebesluit in het kader van het schoolcontract La Rose des Vents;

Overwegende dat het programma de volgende projecten voorziet die gedragen worden door de gemeente : Een nieuwe ingang voor de scholen, Een ingang voor de tuin, Verkeersstroom in Kortrijkstraat verminderen, Sanering van braakliggend terrein, Aanleg van een tuin op de binnenkoer, Activatie van de tuin op de binnenkoer, Beklede muren, Zichtbaarheid van de wijkverenigingen, Werfbezoeken en de School-wijk coördinator;

Overwegende dat het programma voor het schoolcontract voorziet in de actie 3.2 "Werfbezoeken", waarvoor de gemeente een oproep moet lanceren;

Overwegende dat het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling voor de bovengenoemde actie een reglement en een kandidatuurformulier heeft opgesteld;

Overwegende dat het reglement voor de oproep tot het indienen van projecten in bijlage is opgenomen;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

Het reglement betreffende actie 3.2 "Werfbezoeken" in het kader van het Schoolcontract La Rose des Vents goed te keuren.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*Reglement Projectoproep Werfbezoeken.pdf, GRBC 23.12.07 - Contrat école Rose des Vents - ACC.pdf, Règlement Appel à projet Visites de chantier.pdf, 7911\_OUT\_MAARCH2023D\_1238\_CE Rose des vents.pdf*

---

**14 Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat Ecole La Rose des Vents - Visibilisation des associations du quartier - Appel.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2023 accordant une subside à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean d'un montant de 1.250.000€ dans le cadre du programme de rénovation urbaine "Contrat École La Rose des Vents" - Budget 2023;

Vu le courrier du 15 décembre 2023 de perspective.brussels notifiant l'arrêté de subvention dans le cadre du Contrat École La Rose des Vents;

Considérant que ce programme prévoit les projets suivants qui sont portés par la Commune: Une nouvelle entrée pour les écoles, Une entrée pour le jardin, Apaisement de la rue de Courtrai,

Dépollution du terrain vague, Aménagement d'un jardin en cœur d'îlot, Activation du jardin en cœur d'îlot, Murs habillés, Visibilisation des associations du quartier, Visites de chantier et le Coordinateur école quartier;

Considérant que le programme du contrat école prévoit l'action 3.1 "Visibilisation des associations du quartier" pour laquelle la Commune doit lancer un appel;

Considérant que le Département Infrastructures et Développement Urbain a élaboré un règlement et un formulaire de candidature pour cette action;

Considérant que le règlement pour l'appel à projets est repris en annexe;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le règlement pour l'action 3.1 "Visibilisation des associations du quartier" dans le cadre du Contrat Ecole La Rose des Vents.

---

### **Département Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Schoolcontract La Rose des Vents - Zichtbaarheid van de buurtverenigingen - Oproep.**

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een subsidie van 1.250.000€ aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het programma voor stadsvernieuwing "Schoolcontract La Rose des Vents" - Begroting 2023;

Gelet op de brief van 15 december 2023 van perspective.brussels ter kennisgeving van het subsidiebesluit in het kader van het schoolcontract La Rose des Vents;

Overwegende dat het programma de volgende projecten voorziet die gedragen worden door de gemeente : Een nieuwe ingang voor de scholen, Een ingang voor de tuin, Verkeersstroom in Kortrijkstraat verminderen, Sanering van braakliggend terrein, Aanleg van een tuin op de binnenkoer, Activatie van de tuin op de binnenkoer, Beklede muren, Zichtbaarheid van de wijkverenigingen, Werfbezoeken en de School-wijk coördinator;

Overwegende dat het programma voor het schoolcontract voorziet in actie 3.1 "Zichtbaarheid van de buurtverenigingen", waarvoor de gemeente een oproep moet lanceren;

Overwegende dat het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling voor de bovengenoemde actie een reglement en een kandidatuurformulier heeft opgesteld;

Overwegende dat het reglement voor de oproep tot het indienen van projecten in bijlage is opgenomen;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

Het reglement betreffende actie 3.1 "Zichtbaarheid van de buurtverenigingen" in het kader van het Schoolcontract La Rose des Vents goed te keuren.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*Règlement Appel à projet Visibilisation des associations du quartier.pdf, GRBC 23.12.07 - Contrat école Rose des Vents - ACC.pdf, Reglement Projectoproep Zichtbaarheid van buurtverenigingen.pdf, 7911\_OUT\_MAARCH2023D\_1238\_CE Rose des vents.pdf*

---

### **15 Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat Ecole La Rose des Vents - Activation du jardin en cœur d'îlot - Appel.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2023 accordant un subside à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean d'un montant de 1.250.000€ dans le cadre du programme de rénovation urbaine "Contrat École la Rose des Vents" - Budget 2023;

Vu le courrier du 15 décembre 2023 de perspective.brussels notifiant l'arrêté de subvention dans le cadre du Contrat École La Rose des Vents;

Considérant que ce programme prévoit les projets suivants qui sont portés par la Commune: Une nouvelle entrée pour les écoles, Une entrée pour le jardin, Apaisement de la rue de Courtrai, Dépollution du terrain vague, Aménagement d'un jardin en cœur d'îlot, Activation du jardin en cœur d'îlot, Murs habillés, Visibilisation des associations du quartier, Visites de chantier et le Coordinateur école quartier;

Considérant que pour ladite action 2.3 "Activation du jardin en cœur d'îlot", la Commune doit lancer un appel;

Considérant que le Département Infrastructures et Développement Urbain a élaboré un règlement et un formulaire de candidature pour cette action;

Considérant que le règlement pour l'appel à projets est repris en annexe;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le règlement pour l'action 2.3 "Activation du jardin en cœur d'îlot" dans le cadre du Contrat Ecole La Rose des Vents.

---

**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Schoolcontract La Rose des Vents - Activatie van de tuin op de binnenkoer - Oproep.**

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een subsidie van 1.250.000€ aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het programma voor stadsvernieuwing "Schoolcontract la Rose des Vents " - Begroting 2023;

Gelet op de brief van 15 december 2023 van perspective.brussels ter kennisgeving van het subsidiebesluit in het kader van het schoolcontract La Rose des Vents;

Overwegende dat het programma de volgende projecten voorziet die gedragen worden door de gemeente : Een nieuwe ingang voor de scholen, Een ingang voor de tuin, Verkeersstroom in Kortrijkstraat verminderen, Sanering van braakliggend terrein, Aanleg van een tuin op de binnenkoer, Activatie van de tuin op de binnenkoer, Beklede muren, Zichtbaarheid van de wijkverenigingen, Werfbezoeken en de School-wijk coördinator;

Overwegende dat voor de bovengenoemde actie 2.3 "Activatie van de tuin op de binnenkoer", de gemeente een oproep moet lanceren;

Overwegende dat het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling voor de bovengenoemde actie een reglement en een kandidatuurformulier heeft opgesteld;

Overwegende dat het reglement voor de oproep tot het indienen van projecten in bijlage is opgenomen;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

Het reglement betreffende de actie 2.3 "Activatie van de tuin op de binnenkoer" in het kader van het Schoolcontract La Rose des Vents goed te keuren.

*4 annexes / 4 bijlagen*

16 **Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrats de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » et « Etangs Noirs », Contrat d'Axe et Contrat d'Îlot « Courtrai-Ostende » - Modification de la composition de la Commission de Quartier.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'Ordonnance du 06/10/2016) du 24 novembre 2016 ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2017 (séance du 16/11/2017) par laquelle ce Gouvernement décide le lancement, en partenariat avec la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, du Contrat de Quartier Durable autour du périmètre urbain « Parc de l'Ouest » ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 novembre 2020 (séance du 15/10/2020) par laquelle ce Gouvernement décide du lancement, en partenariat avec la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, du Contrat de Quartier Durable pour le périmètre « Etangs Noirs » ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 novembre 2022 (séance du 8/09/2022) par laquelle ce Gouvernement décide du lancement, en partenariat avec la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, du Contrat d'Axe et Contrat d'Îlot pour le périmètre « Courtrai-Ostende » ;

Vu les décisions du Conseil Communal du 17 décembre 2018, du 8 avril 2021 et du 30 août 2023 d'approuver respectivement la composition de la commission de quartier du Contrat de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest », du Contrat de Quartier Durable « Etangs Noirs » et du Contrat d'Axe et Contrat d'Îlot « Courtrai-Ostende » ;

Considérant que la composition de la Commission de quartier de ces 3 programmes est la même au niveau de la représentation de la Commune ;

Vu la nouvelle composition du Collège des Bourgmestre et échevins et les nouvelles compétences des échevins;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la modification de la composition de la Commission de Quartier des Contrats de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » et « Etangs Noirs » et du Contrat d'Axe et Contrat d'Îlot « Courtrai-Ostende » (en annexe).

---

**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzame Wijkcontracten "Rondom Westpark" en "Zwarte Vijvers", As-en Huizenblokcontract "Kortrijk-Oostende" - Wijziging van de samenstelling van de Wijkcommissie.**

DE RAAD,

Gezien de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende de organisatie van de stedelijke herwaardering en haar uitvoeringsbesluit (besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende de uitvoering van de ordonnantie van 06/10/2016) van 24 november 2016 ;

Gezien de betekening van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in datum van 21 november 2017 (zitting van 16/11/2017) waarmee deze Regering besluit om het

Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark" te lanceren, in samenwerking met de gemeente Sint-Jans-Molenbeek ;

Gezien de betekening van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in datum van 12 november 2020 (zitting van 15/10/2020) waarmee deze Regering besluit om het Duurzaam Wijkcontract voor de perimeter "Zwarte Vijvers" te lanceren, in samenwerking met de gemeente Sint-Jans-Molenbeek ;

Gezien de betekening van de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 november 2022 (zitting van 08/09/2022) waarbij deze Regering beslist om, in samenwerking met de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het As- en Huizenblokcontract voor de perimeter "Kortrijk-Oostende" op te starten;

Gezien de besluiten van de Gemeenteraad van 17 december 2018, van 8 april 2021 en van 30 augustus 2023 om respectievelijk de samenstelling van de wijkcommissie van het Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark", het Duurzaam Wijkcontract "Zwarte Vijvers" en het As- en Huizenblokcontract "Kortrijk-Oostende" goed te keuren;

Overwegende dat de samenstelling van de wijkcommissie van deze 3 programma's dezelfde is wat betreft de vertegenwoordiging van de gemeente;

Gelet op de nieuwe samenstelling van het college van burgemeester en schepenen en de nieuwe bevoegdheden van de schepenen;

BESLIST :

Enig artikel :

De wijziging van de samenstelling van de Wijkcommissie van de Duurzame Wijkcontracten "Rondom Westpark" en "Zwarte Vijvers" en het As- en Huizenblokcontract "Kortrijk-Oostende" (in bijlage) goed te keuren.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Compo CoQ CACI CQD.pdf*

---

17 **Propriétés communales - Rue Van Kalck 93, 1080 Bruxelles - Location du Kiosque au premier étage du bâtiment de la piscine Louis Namèche par la société « Gaufrier Louis Namèche » - Convention de mise à disposition de local - Report du 22/01/2025.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 mars 2024 décidant de prendre acte de la décision du jury de sélectionner Madame Alessia Ahamjik (projet commercial de kiosque à gaufre) pour l'occupation du kiosque à gaufre sis Rue van Kalck 93, 1er étage ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de conclure une convention de mise à disposition de local entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et la société « *Gaufrier Louis Namèche* » (1012.066.821), représentée par Madame Alessia Ahamjik (projet commercial de kiosque à gaufre) pour une durée de 9 ans ;

Considérant qu'en vertu de cette convention de mise à disposition de local, le montant du loyer mensuel pour cette location peut être fixé à la somme de 300,00 EUR et ce à partir du 01 février 2025 ;

Considérant qu'en vertu de cette convention de mise à disposition de local, le montant de la provision de charges sera fixé à la somme mensuelle de 100,00 EUR jusqu'à la reprise des compteurs d'électricité et eau au nom de la future locataire ;

Considérant que cette convention de mise à disposition de local a été soumis au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le projet de convention de mise à disposition de local avec la société « *Gaufrier Louis Namèche* » (1012.066.821), pour l'occupation du kiosque situé à rue Van Kalck 93, au premier étage du bâtiment de la piscine Louis Namèche à 1080 Bruxelles, pour une durée de 9 ans et ce à partir du 01 février 2025 ;

Article 2 :

De fixer le montant mensuel du loyer à la somme de 300,00 EUR et de la provision mensuelle de charges à 100,00 EUR ;

Article 3 :

D'inscrire les recettes aux articles 9220/163-01 (300,00 EUR loyer) et 9220/161-048 (100,00 EUR provision de charges) du budget ordinaire 2025.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

---

**Gemeentelijke eigendommen - Van Kalckstraat 93, 1080 Brussel - Huur van de kiosk op de eerste verdieping van het gebouw van het zwembad Louis Namèche door het bedrijf « Gaufrier Louis Namèche » - Overeenkomst tot terbeschikkingstelling van ruimten - Uitstel van 22/01/2025.**

DE RAAD,

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 maart 2024 houdende o.a. besluit

Enig artikel :

Kennis te nemen van de beslissing van de jury om mevrouw Alessia Ahamjik (commercieel project wafelkiosk) te selecteren voor de bezetting van de wafelkiosk gelegen in de Van Kalckstraat 93, 1ste verdieping ;

Overwegende derhalve dat er een overeenkomst tot terbeschikkingstelling van ruimten moet worden afgesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en het bedrijf "Gaufrier Louis Namèche" (1012.066.821), vertegenwoordigd door mevrouw Alessia Ahamjik (commercieel project wafelkiosk) voor een periode van 9 jaar;

Overwegende dat krachtens dit overeenkomst tot terbeschikkingstelling van ruimten het bedrag van de maandelijkse huur voor deze huur kan worden vastgesteld op een bedrag van 300,00 EUR en dit met ingang van 01 februari 2025 ;

Overwegende dat krachtens de overeenkomst tot terbeschikkingstelling van ruimten het bedrag van de provisie voor lasten zal worden vastgelegd op een maandelijks bedrag van 100,00 EUR tot de elektriciteits- en watermeters worden overgenomen op naam van de toekomstige huurder ;

Overwegende dat deze overeenkomst tot terbeschikkingstelling van ruimten werd voorgelegd aan de dienst Juridische Zaken ;

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Goedkeuring van het ontwerp van overeenkomst tot terbeschikkingstelling van ruimten met het bedrijf " *Gaufrier Louis Namèche* " (1012.066.821) voor het gebruik van de kiosk gelegen aan de Van Kalckstraat 93, op de eerste verdieping van het Louis Namèche

zwembadgebouw in 1080 Brussel, voor een duur van 9 jaar te rekenen vanaf 01 februari 2025;

Artikel 2 :

De maandelijkse huurprijs vast te stellen op 300,00 EUR en de maandelijkse provisie voor kosten op 100,00 EUR;

Artikel 3 :

De inkomsten te boeken op de artikelen 9220/163-01 (300,00 EUR huurprijs) en 9220/161-048 (100,00 EUR maandelijkse provisie) van de gewone begroting voor 2025.

Deze beslissing zal worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

*1 annexe / 1 bijlage*

*BAIL - VKA 093\_01 - Commerce (KIOSQUE) - AHAMJIK Alessia version CC 22.01.2025.pdf*

---

## 18 **Mobilité - Réalisation d'un Plan de Déplacements d'Entreprise (PDE) pour la Maison Communale.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1 juin 2017 relatif aux plans de déplacements d'entreprises pour tout organisme de plus de 100 travailleurs ;

Vu l'ordonnance du 2 mai 2013 portant sur le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Energie ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 avril 2011 sur les plans de déplacements d'entreprise pour tout organisme de plus de 100 travailleurs ;

Vu l'arrêté royal d'exécution du chapitre XI de la loi-programme du 8 avril 2003 relatif à la collecte de données concernant les déplacements des travailleurs entre leur domicile et leur lieu de travail ;

Vu les courriers de Bruxelles Environnement concernant l'obligation de plan de déplacements d'entreprise ;

Considérant que Bruxelles Environnement précise qu'un plan de déplacements d'entreprise doit être réalisé pour l'Administration centrale et pour les services présents dans un rayon de 500 m, à savoir :

- La Maison communale - rue du Comte de Flandre 20 ;
- Le bâtiment du service Population - rue Sainte-Marie 25 ;
- La Maison des cultures et de la cohésion sociale - rue Mommaerts 4 ;

Considérant que les membres du personnel communal de ces 3 implantations ont répondu à un questionnaire portant sur leur moyen de transport pour se rendre au travail ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le formulaire du plan de déplacements d'entreprise de Bruxelles Environnement pour la Maison communale (sis rue du Comte de Flandre 20), le bâtiment du service Population (sis rue Sainte-Marie 25), et de la Maison des cultures et de la cohésion sociale (sis rue Mommaerts 4).

Article 2:

De charger le Service Mobilité afin de coordonner la mise en œuvre de des mesures avec les différents services concernés.

---

## **Mobiliteit – Uitwerking van een Bedrijfsvervoerplan (BVP) voor het Gemeentebestuur**

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 juni 2017 betreffende de bedrijfsvervoerplannen van bedrijven die meer dan 100 werknemers tewerkstellen ;

Gelet op de ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek

van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 april 2011 betreffende de bedrijfsvervoerplannen voor alle instellingen die meer dan 100 werknemers tewerkstellen ;

Gelet op het Koninklijk besluit houdende de uitvoering van hoofdstuk XI van de programmawet van 8 april 2003 betreffende de verzameling van gegevens over de woon-werkverplaatsingen van werknemers;

Gelet op de briefwisseling van Leefmilieu Brussel betreffende de verplichting van een bedrijfsvervoerplan;

Overwegende dat Brussel Leefmilieu preciseert dat een bedrijfsvervoerplan uitgevoerd moet worden voor het centraal gelegen gemeentebestuur en voor de diensten die aanwezig zijn in een straal van 500m, hetzij:

- Gemeentehuis – Graaf van Vlaanderenstraat, 20 ;
- Het gebouw van de Bevolkingsdienst – Sint-Mariastraat, 25 ;
- Het Huis van Culturen en Sociale Samenhang – Mommaertsstraat, 4 ;

Overwegende dat het gemeentepersoneel van deze drie implantaties voor het grootste deel een vragenlijst aangaande hun manier van verplaatsen naar het werk hebben beantwoord;

BESLIST :

Artikel 1 :

Het formulier voor het Bedrijfsvervoerplan van Brussel Leefmilieu voor het Gemeentebestuur (Graaf van Vlaanderenstraat, 20), het gebouw van de Bevolkingsdienst (Sint-Mariastraat, 25), en van het Huis van Culturen en Sociale Samenhang (Mommaertsstraat, 4) goed te keuren.

## Artikel 2 :

De dienst Mobiliteit de opdracht te geven de uitwerking van deze maatregelen met de verschillende desbetreffende diensten te coördineren.

*1 annexe / 1 bijlage*

*PDE-report-plan-9057-3.pdf*

---

### 19 **Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur Adahchour, Conseiller communal Team Fouad Ahidar, visant à renforcer la présence policière et la gratuité du stationnement après 18h00 durant le mois de Ramadan.**

LE CONSEIL,

Entend l'interpellation dont le texte suit :

*Considérant que le mois de Ramadan est une période de forte affluence dans l'espace public, en particulier en soirée après la rupture du jeûne, avec une activité accrue aux abords des commerces, des mosquées et des lieux de rassemblement communautaires ; Considérant que la sécurité de tous les citoyens est une priorité et que cette période nécessite une vigilance renforcée afin d'assurer le bon déroulement des activités nocturnes et de prévenir d'éventuels troubles à l'ordre public ; Considérant que la tentative d'attentat récemment déjouée dans une mosquée molenbeekoise démontre que les lieux de culte sont des cibles potentielles et qu'un dispositif de sécurité adapté est essentiel pour protéger les fidèles et prévenir tout risque d'attaque ou de menace à leur rencontre ; Considérant que l'augmentation de la fréquentation des espaces publics durant cette période entraîne des défis en matière de mobilité, notamment en soirée, où les déplacements sont plus nombreux et où les habitants rencontrent des difficultés pour stationner légalement, ce qui peut engendrer des tensions et des sanctions disproportionnées ;*

*Demandons que le Conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean adopte les mesures suivantes : 1. Le renforcement de la présence policière de 18h00 à 7h00 aux abords des mosquées et des espaces à forte fréquentation durant le mois de Ramadan, afin de prévenir tout risque sécuritaire, rassurer les citoyens et garantir une intervention rapide en cas d'incident ; 2. L'instauration de la gratuité du stationnement à partir de 18h00 durant toute la période du Ramadan afin de faciliter les déplacements des habitants et visiteurs, d'éviter les sanctions excessives et d'encourager une gestion plus fluide du stationnement en soirée ; 3. Une collaboration renforcée entre la commune, la zone de police et les responsables des lieux de culte pour évaluer les besoins sécuritaires, organiser des patrouilles adaptées et mettre en place des dispositifs de prévention contre tout acte malveillant ou tentative d'attaque ; 4. Une communication claire et anticipée à destination des habitants, des commerçants et des responsables d'associations afin d'assurer une bonne compréhension et application de ces mesures, et d'encourager une coopération citoyenne pour signaler tout comportement suspect ou situation à risque ; 5. Une évaluation post-Ramadan afin d'analyser l'efficacité des dispositifs mis en place et d'envisager des améliorations pour les années suivantes, en tenant compte des retours des citoyens, des commerçants et des forces de l'ordre. Nous demandons au conseil communal de prendre les dispositions nécessaires afin de mettre en oeuvre ces mesures dès le prochain mois de Ramadan et de garantir ainsi un climat serein, sécurisé et respectueux des réalités locales.*

---

**Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door Monsieur Adahchour, gemeenteraadslid Team Fouad Ahidar, die de aanwezigheidspolitie en de gratis stationnement après 18.00 uur tijdens de maand van de Ramadan wil versterken.**

---

20 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Mohamed Arabi, Conseiller communal TEAM FOUAD AHIDAR, concernant la situation des travailleurs de l'ASBL Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE) - Report du 22/01/2025.**

LE CONSEIL,

Entend l'interpellation dont le texte suit :

*Chers collègues, Nous souhaitons attirer l'attention du Collège sur une situation alarmante concernant les travailleurs de l'ASBL Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE), anciennement connue sous le nom de Lutte contre l'exclusion sociale à Molenbeek. Cette association joue un rôle essentiel dans notre commune, œuvrant chaque jour pour améliorer le quotidien de nombreux habitants. Cependant, les conditions de travail de son personnel restent inévitables et précaires, et ce malgré les engagements pris par la Commune il y a plusieurs années. Depuis plusieurs mois, la délégation syndicale de l'ASBL MOVE, mandatée à l'unanimité par les travailleurs, à faire une demande légitime : l'octroi de chèques-repas pour les travailleurs de l'association. Cette demande est soutenue par un engagement pris par le Conseil d'Administration le 5 juillet 2018, qui s'était engagé à accorder cet avantage dès la fin des élections communales de 2018. Pourtant, cinq ans après cette promesse, les travailleurs sont toujours en attente. Il est crucial de rappeler que ces mêmes avantages sont déjà accordés aux agents communaux, qui partagent souvent les mêmes bureaux et exercent des fonctions similaires à celles des travailleurs de MOVE. Les inégalités salariales et d'avantages extra-légaux qui en résultent sont flagrantes et directement liées à la motivation et au bien-être des employés de l'ASBL. Les revendications des travailleurs de MOVE ne se limitent pas qu'aux chèques-repas. Ils dénoncent également : • L'absence d'assurance complémentaire ; • L'absence de sauts barémiques et de deuxième pilier de pension ; • Un manque de reconnaissance de leur ancienneté ; • Un organigramme incohérent et une politique de formation inadaptée. Par ailleurs, les discussions entamées depuis décembre 2021 entre les représentants syndicaux, les permanents syndicaux et certains membres de la direction n'ont donné lieu à aucune avancée concrète. Les travailleurs peinent à boucler leurs fins de mois et ce, en raison, de conditions qui ne sont plus acceptables. Ces disparités salariales sont d'autant plus incompréhensibles que les choix de gestion au sein de l'ASBL posent question. Les travailleurs soulignent une inflation des postes de direction, tandis que les missions de terrain manquent cruellement de personnel qualifié et de ressources. En conséquence, je vous demande les clarifications suivantes : 1. La Commune s'engage-t-elle, dans le cadre du prochain mandat, à octroyer des chèques-repas aux travailleurs de l'ASBL MOVE dès 2025, conformément à la promesse faite en 2018 ? 2. Quelles mesures concrètes seront prises pour réduire les inégalités salariales entre les travailleurs de l'ASBL et les agents communaux, notamment en ce qui concerne la reconnaissance de l'ancienneté, les sauts barémiques et les autres avantages extra-légaux ? 3. La Commune compte-t-elle revoir la gestion interne de l'ASBL MOVE afin d'améliorer l'efficacité sur le terrain et valoriser les travailleurs qui sont au cœur des missions sociales de l'association ? En tant que plus grande ASBL de Molenbeek, MOVE est un pilier pour de nombreux habitants et ses employés méritent d'être traités de manière équitable et juste. Nous vous remercions pour vos réponses et pour l'attention que vous porterez à cette interpellation.*

*Hamza Zibouh - Rachid Mahdaoui Conseillers communaux TEAM FOUAD AHIDAR*

---

**Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mohamed Arabi, Gemeenteraadslid TEAM FOUAD AHIDAR, over de situatie van de werknemers van de vzw Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE) - Uitsstel van 22/01/2025.**

---

21 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Milis, Conseiller communal MR, relative aux conditions d'accueil au service de la Démographie en période hivernale.**

LE CONSEIL,

Entend l'interpellation dont le texte suit :

*À l'attention de Monsieur le Bourgmestre, Monsieur l'Échevin de la Démographie, et Mesdames et Messieurs les Échevins, Contexte : En cette période de grand froid, des citoyens de notre commune se trouvent dans l'obligation d'attendre à l'extérieur du service de la démographie, parfois jusqu'à 45 minutes avant de pouvoir accéder aux guichets. Une fois à l'intérieur, il apparaît souvent que seuls deux guichets sont ouverts, malgré une affluence importante. Cette situation pose de sérieux problèmes, tant sur le plan du confort que de la dignité des usagers, en particulier pour les publics fragilisés (personnes âgées, familles avec enfants en bas âge ou en situation de précarité). Problématique : Cette organisation actuelle semble inadéquate face à la pression exercée sur le service. Elle risque de porter atteinte à l'image et à la mission du service public, qui doit garantir un accueil adapté à tous les citoyens, notamment dans des conditions climatiques difficiles. Questions adressées au Collège et à Monsieur l'Échevin de la Démographie :*

1. *Gestion des guichets et organisation interne :*
  - Pourquoi, malgré l'affluence constatée, seuls deux guichets sont-ils ouverts au sein du service de la démographie ?
  - Quelles mesures immédiates ou à court terme peuvent être envisagées pour augmenter le nombre de guichets ouverts en période de forte affluence, particulièrement en cas de conditions météorologiques extrêmes ?
2. *Aménagements pour l'accueil des citoyens :*
  - La commune prévoit-elle des solutions pour éviter que les citoyens attendent à l'extérieur, comme la création d'un espace chauffé ou d'un système de gestion de file d'attente intérieure ?
3. *Renforcement des effectifs :*
  - Des moyens temporaires (agents d'autres services, intérimaires, étudiants jobistes, etc.) sont-ils envisagés pour pallier le manque de personnel aux guichets ?
  - Une adaptation des horaires ou un élargissement des plages d'ouverture est-il à l'étude pour répondre aux besoins des citoyens ?
4. *Communication et accompagnement numérique :*
  - Comment la commune informe-t-elle actuellement les citoyens des démarches administratives accessibles en ligne ?
  - Quelles initiatives sont prévues pour accompagner les personnes peu familiarisées avec le numérique afin qu'elles puissent réduire leur dépendance au service physique ?

*Demande au Collège : Je sollicite du Collège une attention particulière pour résoudre ces difficultés dans les meilleurs délais. Dans un souci de dignité et de qualité du service public, il est essentiel d'envisager des solutions concrètes telles que :*

- L'amélioration des conditions d'accueil des citoyens ;
- Le renforcement des équipes disponibles ;
- Une communication accrue sur les alternatives numériques ;
- Une optimisation de l'organisation des guichets.

*Je reste à votre disposition pour contribuer à cette réflexion et discuter des mesures les plus adaptées à mettre en œuvre. Je vous remercie pour votre attention et vos réponses.*

*Didier MILIS*

---

**Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Milis, gemeenteraadslid MR, met betrekking tot de opvangomstandigheden op de afdeling Demografie tijdens de winterperiode.**

---

**22 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Mahdaoui, Conseiller communal Team Fouad Ahidar, concernant la réactivation du système de pointage pour les travailleurs communaux.**

LE CONSEIL,

Entend l'interpellation dont le texte suit :

*Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins,*

*Il nous revient via une note de service que le Collège a décidé de réactiver le système de pointage pour les travailleurs communaux, après une suspension liée à la crise sanitaire. Cette décision suscite de nombreuses interrogations, tant sur ses motivations que sur ses conséquences pour le*

*personnel communal et le climat de travail.*

*Dès lors, je souhaite poser les questions suivantes :*

1. **Quels sont les motifs qui justifient la réactivation du système de pointage ?**
  - *Cette décision repose-t-elle sur un constat de dysfonctionnements ou d'abus depuis la suspension du pointage ?*
  - *Une évaluation de la période sans pointage a-t-elle été réalisée, et si oui, quelles en sont les conclusions ?*
  
2. **Le personnel communal et ses représentants syndicaux ont-ils été consultés ?**
  - *Quel dialogue a été mené avec les travailleurs et leurs représentants avant la mise en place de cette décision ?*
  - *Quelle a été la réaction du personnel concerné ?*
  
3. **Quelles seront les modalités concrètes de ce retour au pointage ?**
  - *Le système de pointage sera-t-il réactivé tel qu'il existait avant la pandémie ou fera-t-il l'objet de modifications ?*
  - *Quelles garanties sont prévues pour que ce système ne soit pas perçu comme un retour à une forme de surveillance excessive, mais bien comme un outil efficace de gestion du temps de travail ?*

*Dans un contexte où l'attractivité de la fonction publique et la qualité du climat de travail sont des enjeux majeurs, il est essentiel que de telles décisions soient prises avec transparence et concertation.*

*Je vous remercie d'avance pour vos réponses*

**Rachid MAHDAOUI**

**Conseiller Communal**

**TEAM FOUAD AHIDAR**

---

**Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Mahdaoui, Gemeenteraadslid Team Fouad Ahidar, betreffende de reactivering van de prikklok voor gemeentepersoneel.**